



PREFET DE L'AUDE

**ARRETE PREFECTORAL N° DDTM-SEMA-2017-0118
PORTANT DÉROGATION À L'ARTICLE 6 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 21 JUILLET 2015
RELATIF AUX SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF CONCERNANT L'IMPLANTATION
DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT À MOINS DE 100 MÈTRES D'HABITATIONS OU
D'ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le dossier de demande de dérogation déposé au titre de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé reçu le 6 janvier 2017, présenté par la Commune de Roquefeuil, relatif à l'implantation à moins de 100 mètres d'habitations ou d'établissements recevant du public (70 m) de la station de traitement des eaux usées du Hameau de Benague sur la commune de Roquefeuil ;

VU l'avis favorable émis le par l'Agence Régionale de Santé en date du 10 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que l'implantation de la station de traitement à moins de 100 mètres d'habitations est justifié par une étude technico-économique qui démontre qu'il s'agit du seul site possible d'implantation ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

À titre dérogatoire, l'implantation des ouvrages de traitement telle que prévue dans le dossier de demande de dérogation déposé par la commune de Roquefeuil au titre de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, est autorisée.

ARTICLE 2 : RESPECT DES REGLEMENTATIONS ET RESERVE DES DROITS DES TIERS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations notamment en matière d'urbanisme. Cet arrêté sera joint au dépôt de la demande de permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 : FRAIS DIVERS

Le maître d'ouvrage supportera tous les frais ou droits auxquels la présente autorisation pourrait donner lieu.

ARTICLE 4 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté sera affichée dans la mairie de Roquefeuil pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de dérogation sera mis à la disposition du public pour information à la mairie de la commune de Roquefeuil.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire au préfet de l'Aude.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée d'au moins 1 an.

ARTICLE 5 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision peut être déférée par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et L.171-6 et suivant du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 : EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des Territoires et de la Mer, la directrice de l'Agence Régionale de Santé, le maire de Roquefeuil, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

À Carcassonne, le

18 JAN. 2017

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD